

**Le SaluTerre va
changer suite à
la décision prise
à la dernière A.G. :
infos p. 19**

Sommaire

Editorial	Nucléaire : enfin la fin	3
Energie	La Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre	4-5
	Nucléaire : l'avis du président... des Amis de la Terre !	6
FoE Vlanderen	Le retour des forêts certifiées durables... seulement sur papier !	7
Alimentation	La bio est-elle socialement fréquentable ?	8-10
	Une pomme de terre et une amie de la Terre... ..	11-12
SimpliciTerre	Tranche de vie à l'écovillage de Torri Superiore	13-14
	Fabriquer soi-même ses produits d'entretien	15-16
Nord/Sud	La Simplicité Volontaire, un engagement pour le sud ?	17-19
Transition	Au nom de la Terre : la Transition et le travail qui relie	20-21
Au jour le jour	Nouvelles des régionales et des locales	22-23
	La prospérité sans croissance selon Tim Jackson	24
	Agenda des activités	25
	Enquête sur la décroissance et la SV (résultats)	26
	Historique des AT et enquête sur l'eau (annonce)	27

SaluTerre 112

Depuis le numéro 103, le SaluTerre a pris un nouveau format et cette présentation nettement plus étoffée afin d'atteindre essentiellement 4 objectifs :

1. Faire circuler au sein de nos militants – les membres qui organisent les activités et/ou y participent activement – les informations utiles relatives à nos thématiques et à nos campagnes ;
2. Informer nos membres sympathisants sur les réflexions et les actions menées par l'association ;
3. Donner au lecteur non membre qui découvre notre association à travers le SaluTerre une image assez précise de ce que sont les Amis de la Terre - Belgique et la manière dont ils s'inscrivent au sein de la fédération internationale de FOEI (Friends Of the Earth International)
4. Annoncer de manière succincte les prochaines activités du trimestre qui sont décrites de manière plus complète sur notre site www.amisdelaterre.be

Sauf mention contraire, tous les articles peuvent être reproduits en indiquant leur source.

Ce SaluTerre est le vôtre !

Cette revue est écrite par nos permanents et par des militants ; elle est ouverte à tous et sa réussite dépend de chacun. Envoyez nous vos impressions, vos suggestions pour améliorer les prochains numéros du SaluTerre et vos articles, photos comptes-rendus pour l'enrichir !

Coordonnées des Amis de la Terre-Belgique

Les Amis de la Terre-Belgique a.s.b.l. • Rue Nanon 98 • BE-5000 Namur
Tél. 081 39 06 39 • Fax 081 39 06 38 • contact@amisdelaterre.be • www.amisdelaterre.be

Responsables et personnes de contact :

BRABANT W. :	DANEAU Jacques	010 61 14 29	jacquesdaneau@scarlet.be
BRUXELLES :	DE NEYER Paul	02 770 93 57	pauldeneyer@gmail.com
HAINAUT :	CARPIAUX Alain	065 33 74 98	alain.carpiaux@gmail.com
	COTMAN Florent	0484 68 15 12	florent.cotman@base.be
LIÈGE :	BRICK Didier	04 375 09 88	liege@amisdelaterre.be
	ANDRETTA Pasquale	04 377 23 49	andretta@skynet.be
LUXEMBOURG :	DE MEERSMAN Paul	063 22 82 80	pdm.vnh@gmail.com
NAMUR :	GUILLAUME Marcel	081 21 49 69	namur@amisdelaterre.be
	LIARD Luc	0476 81 41 32	liardluc@gmail.com

Cotisation - abonnement au SaluTerre :

La cotisation annuelle comprend l'abonnement au SaluTerre (infos en page 27) :
25 Euros à verser au compte TRIODOS • IBAN BE65.5230.8002.7196 • BIC TRIOBEBB

Comité de rédaction :

CALAY Maxime, GANDIN Ezio, PAENHUYZEN Veronika

Éditeur responsable : GANDIN Ezio

Ont participé à la rédaction de ce numéro :

Ezio Gandin, Daniel Comblin, Maxime Calay, Paul De Neyer, l'équipe de Silence, Hélène Poncelet, Cathy Lemaire, Geneviève Adam, Robin Guns, Corinne Momen, Helena ter Ellen, Cathy Kuppens, Christian Saule, Alain Carpioux, Pierre Léger, Marcel Guillaume, Jean-Philippe Body

Mise en page : Maxime Calay • Impression : Idécoply, sur papier recyclé

Photos de couverture : Manifestation anti-nucléaire à Namur, le 9 avril 2011



Les Amis de la Terre et « Friends of the Earth International »

Créé en 1969, les Amis de la Terre constituent aujourd'hui la plus grande fédération écologiste mondiale. Avec plus de 70 représentations nationales, Friends of the Earth International parlent au nom de plus de 5000 groupes locaux et de plus de 2 millions de membres.

Les Amis de la Terre-Belgique existent depuis 1976 et sont actifs en Wallonie et à Bruxelles avec une reconnaissance de la communauté française en tant qu'association d'éducation permanente. Depuis 2006, Friends of the Earth Vlaanderen & Brussel représente la partie néerlandophone du pays.



La bio est-elle socialement fréquentable ?



© Revue Silence, reproduction des textes et photos avec leur aimable autorisation

Selon la plupart des sondages et des médias qui tentent de cerner les nouvelles tendances de la consommation bio, les nouveaux acheteurs seraient avant tout motivés par la préservation de leur santé¹. La protection de l'environnement viendrait en second. Quant à la justice sociale, à la solidarité, à la souveraineté alimentaire ou à la défense de la paysannerie et des communautés rurales... elles ne seraient pas prises en considération. La polémique suscitée ces derniers mois en France par l'huile de palme bio importée de Colombie est représentative de cette tendance.

Le groupe colombien Daabon a le monopole de la production et de la commercialisation de l'huile de palme bio au niveau international. L'association Avenue-Colombie² a largement diffusé en France des informations et des témoignages montrant que la puissante famille de propriétaires terriens qui est à la tête de ce groupe entretient des relations avec le régime d'Alvaro Uribe, dont l'armée a commis des milliers d'assassinats et pratiqué, avec l'aide de paramilitaires,

des déplacements massifs de populations paysannes. En juillet 2009, le groupe Daabon a fait déloger par l'armée plus de 120 familles de petits paysans qui occupaient une hacienda abandonnée par son propriétaire lié aux narcotrafiquants, et qui étaient en négociation avec l'Etat pour en obtenir la propriété. Sans tenir compte de cette procédure, Daabon a racheté l'hacienda et a commencé à planter des palmiers à huile. Car le groupe Daabon et d'autres sociétés agro-industrielles colombiennes sont actuellement en concurrence pour acquérir au plus vite le plus de terres possible.

L'ex-président Uribe a donné le départ de la course en déclarant qu'en Colombie, plusieurs millions d'hectares devaient être convertis en plantation de palmiers à huile. L'objectif étant que la Colombie devienne le premier producteur mondial de « biodiesel »... avec une huile de palme qui n'a rien de bio³. Daabon a pris une longueur d'avance sur ses concurrents en construisant la plus grande usine de production de biodiesel d'Amérique latine. Le groupe possède directement ou indirectement, par le biais de ses filiales, plusieurs dizaines de milliers d'hectares de palmiers à huile. Les

surfaces converties en monoculture nuisent gravement aux ressources naturelles, aux écosystèmes et à l'agriculture traditionnelle, et remettent en cause la souveraineté alimentaire du pays. Ainsi, la Colombie, longtemps autosuffisante, est devenue en quelques années importatrice de denrées alimentaires de base. La bio est-elle compatible avec un projet aussi destructeur ?

Malgré les informations fournies par Avenue-Colombie, Ecocert a maintenu sa certification pour l'exploitation de Daabon qui produit l'huile de palme bio, arguant d'un respect technique des règles de la bio et de l'absence de preuve de déforestation. Le réseau Biocoop a poursuivi la distribution de cette huile et les sociétés Soy, Body Shop, Alter Eco, Biobleud, CéréAlpes... continuent à l'utiliser dans la fabrication de leurs produits. L'association Bio Consom'acteurs conclut ainsi le débat : « Pour mémoire, les acides gras saturés de l'huile de palme, à la différence de ceux des graisses animales, sont totalement biodisponibles et n'encrassent pas les artères »⁴. La santé n'aurait ainsi rien à voir avec la politique...

Solidarité et coopération ? Des valeurs oubliées !

En 1972, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (Ifoam) a adopté la charte éthique de l'agriculture biologique. Ce texte définit, entre autres, les objectifs écologiques, économiques, sociaux et humanistes de la bio. Il y est question d'une agriculture fondée sur la solidarité entre tous les membres de la filière bio en France et en Europe, et qui ne participe pas au pillage des pays pauvres. L'équité doit être recherchée entre tous les acteurs du marché, et la compétition doit céder le pas à la coopération. Il s'agit d'encourager des exploitations à échelle humaine. Même si ce texte demeure théoriquement en application, que reste-t-il aujourd'hui de ses principes ? La nouvelle réglementation européenne

ne consacre pas un seul paragraphe au social. Seuls les critères techniques sont pris en compte. « Boire un jus d'orange bio, c'est super ! Mais quand la dernière gorgée que l'on avale a le goût de la sueur des travailleurs marocains sans papier et exploités qui ont ramassé les oranges, là ça ne passe plus » constate Dominique Marion, président de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab). « Quand moi, président de la Fnab, je dis cela, ça fait frémir, y compris les amis. A un moment donné, il faut faire des choix responsables. La seule solution, c'est d'intégrer la charte éthique de l'Ifoam dans la nouvelle réglementation européenne. Cela nous permettrait de revenir aux objectifs de la bio, qui sont de nourrir le monde de manière équilibrée et harmonieuse avec des critères sociaux et environnementaux. »

Ecocert, le principal organisme certificateur français, ne semble pas partager cet avis. Pour William Vidal, son président, l'important est d'alimenter le marché. « Aujourd'hui, nous sommes à 2 % de consommateurs de produits bio. Et si demain on passe à 15 %, est-ce que les petits producteurs pourront alimenter le marché ? Pourquoi ne pas importer des volumes avec des prix bas, si c'est pour démocratiser la bio auprès de certaines catégories de la population ? Il est vrai que le social n'est pas pris en compte par la réglementation européenne mais nous, en tant que certificateurs, nous ne pouvons pas introduire de nous-mêmes des critères supplémentaires. Notre rôle est de ne pas avoir d'état d'âme car sinon, nous perdrons notre accréditation pour cause de discrimination. »

Emmanuel Antoine est le président de Minga, qui regroupe des associations, des entreprises et des particuliers qui œuvrent pour une économie équitable. Il réagit : « Avant, les cahiers des charges de l'agriculture biologique étaient faits par des paysans, ce qui leur permettait d'échanger et de faire évoluer les pratiques.

Aujourd'hui, les certificateurs sont devenus des sociétés anonymes complètement éloignées des préoccupations des professionnels. Elles gèrent la mise en marché des produits et ne s'interrogent plus sur la pertinence écologique et sociale des cahiers des charges »⁵.

L'association Nature & Progrès, créée dans les années 60, est à l'origine du développement de la bio en France et du premier cahier des charges reconnu par l'Etat. Très critique vis-à-vis des organismes privés de certification, elle privilégie les systèmes participatifs de garantie qui mettent en relation producteurs et consommateurs. Certains de ses membres, comme Jordi Van der Akker, ont choisi de quitter le label officiel bio et de n'appliquer que le cahier des charges de Nature & Progrès. « Notre système de contrôle fonctionne sur la transparence et l'échange de savoir-faire. La relation entre producteur et consommateur permet que ce dernier se rende compte des conditions de travail et de vie des paysans. » La charte de Nature & Progrès prône le développement d'une agriculture biologique paysanne qui respecte la vie, l'environnement et la justice sociale sur toute la planète. Cette pratique doit privilégier les circuits courts de distribution. Le tissu associatif, l'économie solidaire et l'engagement dans les combats sociaux et environnementaux doivent être privilégiés.

Nature & Progrès et Minga ont mené ensemble plusieurs campagnes, notamment autour des appels « Alimentons l'Europe » et « Alimentons nos régions », qui proposent de construire avec le Sud une réponse durable pour en finir avec la faim, en fondant la

souveraineté alimentaire, du niveau local au niveau international, sur des politiques agraires favorisant la multiplication des lopins vivriers. La crise de l'agriculture ne pouvant être résolue que par l'installation massive de paysans formés à l'agroécologie sur des exploitations à taille humaine⁶.

Comment faire de la bio socialement fréquentable ?

La plupart des organisations historiques de l'agriculture biologique sont conscientes du problème. Elles tentent d'y répondre à leur échelle et en fonction de leurs enjeux. L'association Demeter France gère la marque de l'agriculture biodynamique de Rudolf Steiner, l'un des mouvements fondateurs de la bio. Pour Jean-Marie Defrance, responsable de l'association, « le développement de la bio ne doit pas se faire au détriment de notre âme. Demeter, qui est une organisation internationale, travaille actuellement à l'élaboration d'une charte sociale qui garantirait le respect de règles minimales sur l'ensemble de la planète. Mais nous avons beaucoup de difficultés à l'établir car il est très difficile d'harmoniser les normes sociales des différents pays. Cela va prendre du temps ».

La Confédération paysanne, dont une grande partie des adhérents pratique l'agriculture biologique, voit aussi d'un œil suspicieux l'évolution de la bio. Pour Jean Gobier, responsable de la commission bio du



syndicat, « la nouvelle réglementation européenne encourage le biobusiness en ne limitant pas la taille des exploitations. L'embauche de dizaines voire de centaines d'ouvriers agricoles sur une exploitation en bio n'a rien à voir avec l'agriculture paysanne que nous défendons. Notre syndicat se bat en permanence pour l'accès au foncier. Actuellement, en France, il y a des aides à la conversion en bio mais aucune aide spécifique



pour l'installation en bio. Pour les aides générales, la FNSEA a tout verrouillé en imposant des tailles d'exploitations minimales pour les obtenir. Un jeune qui veut s'installer sur une petite surface n'a aucune chance. On se bagarre contre cela depuis des années ».

En Bretagne, l'Association de soutien aux projets et activités agricoles et ruraux innovants (ASPAARI) a développé un outil de contrôle de l'engagement des producteurs : la boussole NESO⁷. L'un des ses membres fondateurs est Nicolas Supiot, paysan-boulangier, responsable du réseau Semences paysannes. « Pour nous, le label AB et le label européen sont incohérents et incompatibles avec les valeurs essentielles que l'on porte. Avec ces labels, on ne fait que substituer des intrants bio à des intrants chimiques. Personnellement, je préfère acheter des tomates non bio mais issues d'une agriculture paysanne à proximité de chez moi, plutôt que des tomates bio espagnoles cultivées sous serre avec une main d'œuvre étrangère exploitée et précaire. Nous, nous sommes dans un autre rapport au naturel, au social, à l'énergie et à la provenance des

produits. Nous nous questionnons sans cesse sur ces points. Cela donne la boussole NESO. Les quatre initiales signifient Nord, Est, Sud, Ouest mais aussi Naturel, Energie, Social, Origine. En fonction du respect équilibré de ces principes, nous évaluons chaque année nos activités. Cela permet de nous orienter. »

Depuis 2003, la Fnab, le réseau Biocoop, Bio Consom'acteurs et Demeter soutiennent l'association *Terre de liens* dont la vocation est de permettre l'installation ou le maintien de lieux agricoles biologiques ou biodynamiques « socialement, écologiquement et économiquement pérennes ». Des outils financiers solitaires permettent l'installation de jeunes agriculteurs qui, sans ce soutien, n'auraient aucune chance d'accéder au foncier.

Ces mêmes organisations (à l'exception de Demeter) ont créé en 2010 la marque Bio Cohérence pour protéger les spécificités du label bio français mis à mal par la nouvelle réglementation européenne sur bien des points (OGM, lien au sol, cahier des charges des élevages, traitements allopathiques...), en y ajoutant les principes de transparence, d'équité et de solidarité. Mais les producteurs et les transformateurs qui y adhéreront devront continuer à respecter la réglementation européenne et ne pas sortir du système de certification. Ils devront appliquer le cahier des charges de Bio Cohérence et s'inscrire dans une logique de progrès, notion qui est en cours de définition. Si les aspects techniques sont clairement affichés, les aspects sociaux, eux, demeurent flous. Ainsi, quelle sera la position de Bio Cohérence par rapport à l'huile de palme bio colombienne, si certaines de ses organisations gestionnaires en encouragent la commercialisation ? Quelle sera aussi la position de Bio Cohérence par rapport aux monocultures intensives d'exportation si la société d'import-export ProNatura, elle aussi gestionnaire de la marque,

continue d'importer des fraises et des tomates bio produites dans des fermes de centaines d'hectares au Maroc et en Andalousie, dont elle a soutenu la création ? Pour proposer une alternative cohérente au bio-business, la nouvelle marque devra lever ces ambiguïtés.

L'agriculture biologique s'est développée grâce à ses méthodes de culture en rupture avec le « tout chimique » qui lui valent aujourd'hui sa reconnaissance. Les sirènes du marché l'appellent désormais à se convertir au productivisme le plus débridé et à en assumer les conséquences sociales désastreuses. La rupture avec ce modèle économique avait été l'un des principes fondateurs de la bio. L'intégration, ou non, des valeurs sociales au sein des préoccupations actuelles des producteurs et des consommateurs de la bio déterminera son avenir. Sera-t-elle encore porteuse d'une alternative agricole, écologique et sociale ? Ou deviendra-t-elle un simple pan du marché soumis aux seuls intérêts du libéralisme économique ?

Philippe Baqué, dans *Silence* n° 384

(1) Voir, entre autres, les chiffres, les sondages et les analyses de l'Agence Bio : www.agencebio.org

(2) Voir le site : avenuecolombie.wordpress.com

(3) Pour commercialiser leur huile de palme malgré les critiques, un certain nombre de groupes agroindustriels ont pris modèle sur le cas du soja pour lancer une table ronde pour une huile de palme durable, avec des critères minima au sujet de la déforestation. La Colombie a ainsi été l'un des pays fondateurs de cette table ronde. Un panel d'ONG et d'associations l'ont dénoncé : "Déclaration internationale contre les monocultures de palmier à huile durables", <http://www.aves.asso.fr/article838.html>

(4) Voir la revue *Consom'acteurs* n° 49, février 2006, page 36.

(5) Voir l'hebdomadaire *La Terre*, 29 juin-5 juillet 2010, dossier "Voici venir le bio-business".

(6) Voir la revue *Nature& Progrès*, n°76, février-mars 2010, p. 17.

(7) Présentée initialement par Paul Carde dans *Silence*, n° 275, octobre 2001, p. 61.

Les Amis de la Terre, diffuseurs de la revue

Nous sommes heureux de vous annoncer que nous devenons diffuseur officiel de la revue S!lence en Belgique à partir de ce mois de mai 2011 ; nous reprenons le flambeau porté pendant de longues années par Brabant-Ecologie.

La revue S!lence est publiée depuis 1982 en France. Elle se veut un lien entre toutes celles et ceux qui pensent qu'aujourd'hui il est possible de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité.

Tout comme les Amis de la Terre, et contrairement à d'autres revues qui ont choisi un créneau très spécialisé pour se développer (Alternatives Santé sur la santé, Alternatives Economiques pour l'économie...), S!lence a fait le pari d'avoir une vision plus globale, qui essaie de confronter différents critères nécessaires à une alternative à la fuite en avant actuelle.

Nous sommes particulièrement heureux de ce partenariat avec la revue S!lence car c'est la lecture de la revue en 2003 consacrée à la décroissance qui a été à l'origine d'une profonde réflexion au sein de notre association. Deux ans plus tard, cette réflexion se concrétisait par la création d'une nouvelle grande thématique pour notre association autour de la décroissance (économique soutenable volontaire) et de la simplicité volontaire. En 2008, la nouvelle charte de notre association intégrait profondément ces deux concepts et abandonnait toute référence au développement durable. En moins de 6 ans, nous avons créé et soutenu plus de 50 groupes de simplicité volontaire.

Ezio Gandin, président des Amis de la Terre-Belgique

Contact pour la revue S!lence :
Geneviève Adam - 081/39.06.39



(Ré)abonnement à S!lence Revue mensuelle, tarif Belgique

- découverte (6 n°) : 27 €
- particulier (1 an) : 55 €
- petit budget (1 an) : 39 €
- soutien (1 an) : 60 € et plus
- institution (1 an) : 68 €
- petit futé (2 ans) : 85 €

Montant à virer au compte :

IBAN : BE24.5230.8042.8738

BIC : TRIOBEBB

Communication : vos coordonnées complètes et le type d'abonnement souhaité.

Une pomme de terre et une Amie de la Terre...

J'ai lu dans le journal que la Ministre Onkelinx a autorisé l'expérimentation d'une pomme de terre OGM sur le territoire belge pour tester sa résistance au mildiou. Mon sang n'a fait qu'un tour ; voici ce que j'ai envoyé comme « courrier des lecteurs » de mon journal préféré, et l'aventure qui s'en est suivie.

« La Gasoré résiste au mildiou : Sauvons la Gasoré ! La seule pomme de terre résistant au mildiou, c'est la Gasoré, et elle est en voie de disparition. Délaissée par les industriels de l'alimentation fast-food et les producteurs, elle va disparaître si personne ne prend sa défense. Pendant ce temps, nos ministres autorisent l'expérimentation d'une pomme de terre OGM qui résisterait à la maladie alors que 75 % des belges sont contre la culture d'OGM sur leur territoire.



La Gasoré a été sélectionnée à Libramont parmi les variétés du nord. Elle ne se fait pas envahir par les pucerons qui transmettent le virus de la dégénérescence. On peut donc la replanter l'année suivante sans qu'elle ne dégénère. Elle existe depuis de nombreuses années, elle a été interdite de commercialisation pendant 20 ans car destinée aux pays en voie de développement qui n'avaient pas les moyens d'acheter les pesticides... Fallait-il vraiment que nos terres soient empoisonnées pour une affaire de gros sous ? Je lance un appel à toutes les personnes qui ont un bout de jardin ou de potager pour qu'elles plantent quelques Gasoré afin de perpétuer cette variété bien de chez nous qui ne demande aucun traitement et qui offre une chair si goûteuse sous une peau rosée. Plantez-la après le 15 avril et laissez-la le plus longtemps possible en terre, jusqu'aux gelées, la récolte sera importante et elles se conserveront bien. Si vous ne disposez pas de cave fraîche, les pommes de terre se stockent très bien dans un tambour de machine à laver enterré à l'abri de la pluie et sous une butte de paille. »

L'article est paru un samedi, jour où on a le temps de lire le journal et de gratouiller son jardin. L'après-midi même, les coups de téléphone ont commencé à pleuvoir sur mon GSM ! Les lecteurs avaient retrouvé mes coordonnées sur le net et m'appelaient pour savoir où se procurer la Gasoré. Je les envoyais chez Laruelle à St Georges, chez Aymont à Chassepierre, ou au Centre de Recherche Agronomique de Libramont où sont conservées des centaines de variétés de pommes de terre. Je ne m'attendais pas à une telle réaction, et cela me faisait plaisir qu'autant de monde s'intéresse à la petite patate en voie de disparition !

Lundi, le journal m'écrit pour savoir où se procurer la Gasoré parce qu'ils sont inondés de coups de téléphone aussi ! Ils publient dans le journal : « Si quelqu'un sait où se procurer la Gasoré, veuillez nous écrire afin de

diffuser l'information à nos lecteurs ! » Fort bien ! J'écris à nouveau au journal pour leur donner les adresses des distributeurs, et le lendemain, une demi-page est publiée sur la « Superpatate » qui a fait un buzz en région wallonne. Un chercheur de Gembloux explique que cette pomme de terre a en effet une bonne résistance au mildiou et qu'elle sera retirée du catalogue des pommes de terre commercialisables. Les Centres de Recherches de Gembloux et de Libramont, le marchand de patates Laruelle et Aymond sont débordés de coups de fil, tant l'engouement est fort. Les belges, les patates et les frites, c'est bien une histoire d'amour, apparemment !

Ce même jour, la police de Soumagne me téléphone :

- « Bonjour Madame, est-ce bien vous qui avez publié un article sur une pomme de terre ? »

- « Oui, pourquoi ? » répondis-je, inquiète.

- « Parce qu'une dame âgée de Soumagne reçoit des centaines de coups de fil à votre place, elle s'appelle Poncelet comme vous, et tout le monde lui demande des renseignements sur les pommes de terre, et elle en a assez. Pourriez-vous donner vos coordonnées au journal pour qu'ils arrêtent d'importuner cette dame ? »

Je n'en revenais pas. Mon nom ne figure pas sur le bottin de téléphone, je n'ai qu'un GSM, alors les personnes qui n'ont pas internet me cherchaient dans le bottin sur Soumagne ! Avant de raccrocher, le policier me demande : « dites, entre nous, où est-ce qu'on peut la trouver, la pomme de terre ? » Alors là, je n'en revenais pas ! Même la police est atteinte par la fièvre de la pomme de terre ! Après lui avoir donné les renseignements, je repense à Madame Poncelet du bottin. J'imagine à peine quel devait être l'enfer d'un téléphone qui sonne tout le temps ! Ni une ni deux, je cours acheter des tartes aux pommes et cueille des fleurs pour me faire pardonner. Les bras encombrés de fleurs et de boîtes à tartes, je me rends

à son domicile. Je sonne. Elle ouvre, et je lui demande : « Vous êtes bien Madame Poncelet ? Je suis Madame Poncelet, du téléphone. » « Aaaaah ! Quelle surprise ! Je ne m'attendais pas à vous voir venir ! » dit-elle avec étonnement et affichant un grand sourire.

A peine avais-je franchi le seuil que le téléphone sonne. « Allô ? Oui, elle est là... » Et la dame me passe le combiné pour me laisser répondre à un amateur de pommes de terre. J'ai passé toute la soirée à répondre au téléphone chez elle tout en mangeant de la tarte. Les appels sur mon GSM ont duré encore quelques jours, et depuis, je prends un repos bien mérité. En cherchant un peu, j'ai trouvé une autre variété encore plus résistante : la Sarpo Mira. Elle se trouve certainement à Libramont.

De toute façon, quand vous plantez vos patates, enfouissez des orties fraîches sous le trou de plantation, et dès l'apparition des feuilles, arrosez avec du purin de prêle. La prêle contient de la silice, qui s'attaque aux champignons du mildiou ; vous pourrez diminuer fortement l'attaque. La silice s'utilise en préventif et non en curatif ; agissez vraiment très tôt sur les plants sains. La Gasoré restera le plus longtemps possible en terre, au-delà de la fanaison, jusqu'avant les gelées, et peut-être jusqu'en décembre. Vous aurez une bonne récolte et elle se conservera mieux. Attendez quatre années avant de replanter des pommes de terre au même endroit.

Ce printemps, j'ai retrouvé quelques patates que j'avais oublié de déterrer dans mes plates-bandes, elles sont impeccables, fermes, et délicieuses. Si vous n'avez pas de campagnols, vous pouvez vous permettre de les laisser en terre. Un gain de place dans la maison.

Souhaitons une longue vie à la Gasoré, et merci encore aux nombreuses personnes qui l'ont parrainée.

Hélène Poncelet